

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 348 / novembre 2021

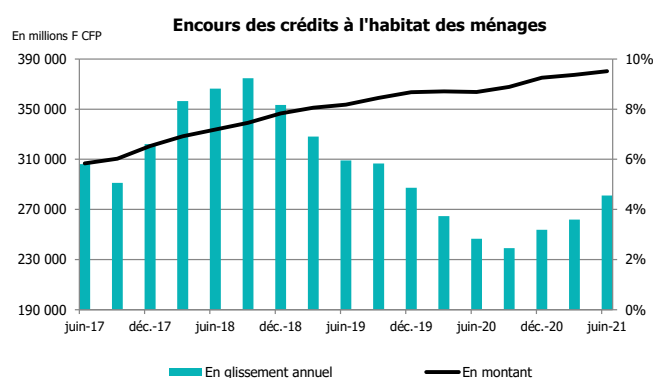
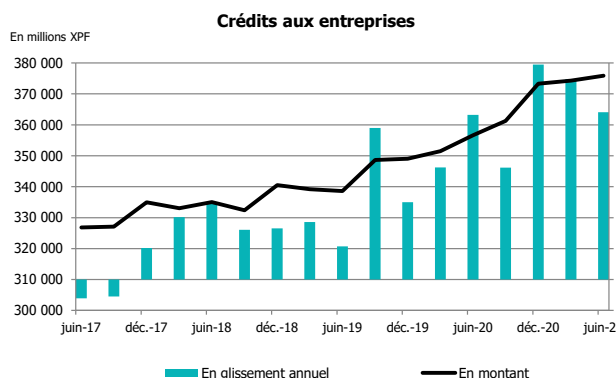
# ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

AU 30 JUIN 2021

## Une activité bancaire qui reste relativement vigoureuse en dépit des difficultés

A fin juin 2021, l'activité bancaire du territoire maintient un certain dynamisme en dépit d'un contexte peu favorable au 1<sup>er</sup> semestre : nouveau confinement de la population dans le cadre de la crise sanitaire, tensions sociales liées au repreneur de l'usine du Sud, nombreuses incertitudes (politiques, institutionnelles, budgétaires). Face à un deuxième confinement au mois de mars 2021 et à un confinement externe toujours en vigueur, les mesures de soutien (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE<sup>1</sup>, fonds de solidarité) ont continué de jouer leur rôle d'amortisseur de l'économie. L'activité bancaire continue d'être marquée par une croissance particulièrement soutenue des dépôts à vue des entreprises, et dans une moindre mesure des ménages.

### Les encours de crédits locaux restent tirés par les PGE



La progression de l'encours brut des **établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE)** à fin juin 2021 reste soutenue en rythme annuel (+4,6 %, +39 mds XPF) en lien avec les octrois de PGE contractés au 2<sup>nd</sup> semestre 2020 (15 milliards XPF), dont le différé de un an peut être potentiellement prolongé<sup>2</sup>. La sollicitation de ces crédits s'est toutefois nettement ralentie en 2021 (+3 mds XPF au 2<sup>e</sup> trimestre 2021). La progression des crédits d'investissement s'essouffle (+5 mds XPF après +9 mds XPF un an auparavant) dans un contexte aux multiples incertitudes. L'encours des crédits aux ménages enregistre un regain de croissance, principalement grâce au crédit à l'habitat qui bénéficie de conditions de crédits très favorables<sup>3</sup>: +17 mds XPF, après +10 mds XPF un an auparavant, tiré par la demande des primo accédants à revenus modestes.

<sup>1</sup> Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF. Ce dispositif exceptionnel, était ouvert jusqu'au 30 juin 2021 à toutes les entités juridiques exerçant une activité économique. Il a été reconduit depuis jusqu'au 31 décembre 2021. Le montant du prêt garanti par l'État (PGE) peut atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019 ou 2 années de masse salariale pour les entreprises innovantes ou celles créées depuis le 1er janvier 2019.

<sup>2</sup> Le différé initialement prévu pour la 1<sup>ère</sup> année a été prolongé d'une année supplémentaire sur demande. 2 à 4 mois avant la date anniversaire du PGE, le chef d'entreprise peut décider de rembourser immédiatement son prêt, de l'amortir sur 1 à 5 ans supplémentaires, ou de combiner les deux.

<sup>3</sup> Cf. Note sur [« Le cout du crédit aux particuliers au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 »](#).

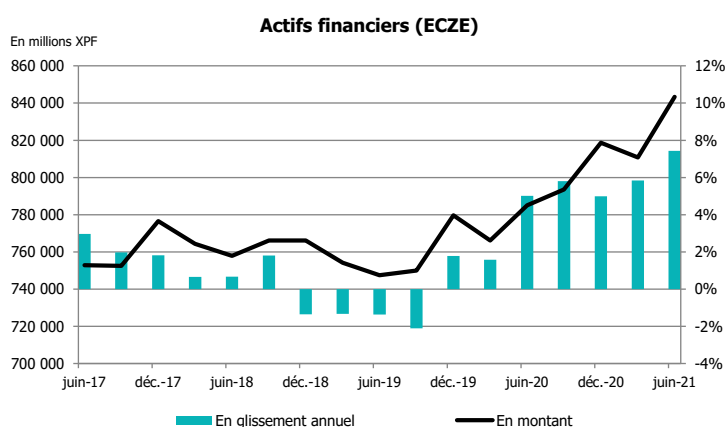
La tendance haussière de l'encours des crédits à la consommation entamée depuis septembre 2020 se poursuit et même se renforce au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 (+2,1 mds XPF sur un an, après -1,8 mds XPF un an plus tôt). Elle traduit un certain dynamisme de la consommation des ménages, en lien avec le confinement externe et la sortie du 2<sup>e</sup> confinement interne de mars 2021 et le développement de nouveaux produits

Au 30 juin 2021, les créances douteuses brutes progressent à un rythme plus rapide (+8,0 %) que celle de l'encours de crédit brut total (+4,6 %) sur un an, entraînant une légère augmentation du **taux de créances douteuses**, qui demeure cependant contenu à 3,77 % (après 3,65 % un an plus tôt). Le taux de provisionnement est également orienté à la hausse. Il atteint 55,79 % au 30 juin 2021, après 53,12 % un an auparavant. Ainsi, la **qualité du portefeuille** des établissements installés localement continue de se détériorer mais reste maîtrisée. Les banques continuent de se prémunir contre un risque de crédit potentiellement accru en provisionnant à rythme relativement soutenu. Ainsi, les provisions totales progressent de +13,4 % à fin juin 2021, après +11,3 % à fin décembre 2020.

En 2020, la progression de l'encours des établissements **hors zone d'émission** a été portée (+6,2 %) par l'octroi du prêt de l'AFD (28,6 mds XPF) à la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du financement des mesures de soutien liées à la crise sanitaire. A fin juin 2021, il continue de progresser mais à un rythme moindre (2,4 % sur un an). En léger retrait depuis 2017, la part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission continue de se replier. Elle représente 32,3 % du total des engagements sains au 30 juin 2021, après 33,8 % au 30 juin 2017.

## La collecte des dépôts poursuit son envol

L'encours des **actifs financiers** détenus par les agents économiques (résidents et non-résidents) dans les établissements de crédit installés localement atteint 843 mds XPF fin juin 2021 et affiche une croissance en accélération : +7,4 %, après +5,0 % un an auparavant. Cette hausse importante de la collecte nette (+58 mds XPF, après +37 mds XPF un an auparavant), provient principalement des entreprises (+44 mds XPF). La forte hausse de leurs dépôts à vue (+36 mds XPF) permet de mesurer l'impact des mesures de soutien (PGE, Fonds de solidarité) sur leur trésorerie ainsi que de l'arrivée de fonds exceptionnel de l'extérieur au titre d'un important projet d'investissement. Dans une moindre mesure les ménages continuent d'enregistrer une hausse de leur épargne : +12 mds XPF, après +14 mds XPF fin juin 2020. La progression de l'encours de leurs dépôts à vue ralentit toutefois par rapport à l'année précédente : +7 mds XPF, après +13 mds XPF. A l'inverse, les placements à long terme des ménages progressent à un rythme de plus en plus soutenu, tiré par les souscriptions de contrats d'assurance-vie, dont l'encours enregistre une hausse de 16 mds XPF (contre +2 mds XPF à fin juin 2020). Cette dernière augmentation tire la croissance des **placements hors zone d'émission**<sup>4</sup> (+15 mds XPF, après 0,6 mds XPF un an auparavant).

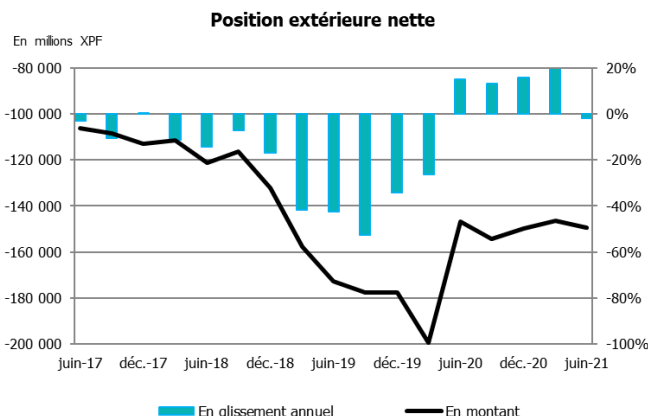


Les dépôts des **non-résidents** contribuent significativement (32 %) à la hausse globale de la collecte. Ils progressent sensiblement de 18 milliards XPF (après +2 mds XPF à fin juin 2020), portés principalement par la hausse de l'encours des comptes à terme.

## Le déficit emplois-ressources de la place bancaire se stabilise à un niveau élevé

Au 30 juin 2021, le système bancaire local voit son **solde emplois-ressources clientèle**, à savoir la différence entre le montant de l'encours de crédit et le montant de l'encours des dépôts collectés localement, se résorber de 4 milliards XPF par rapport au 30 juin 2020 (-1,5 %). Après avoir atteint un niveau record à 264 milliards XPF au trimestre précédent, le déficit s'est réduit à 244 milliards XPF à fin juin. Ce repli du déficit sur un an s'explique par une hausse des encours de crédits bruts (+39 mds XPF) moins importante que la collecte locale des dépôts sur la même période (+43 mds XPF). Les dépôts collectés couvrent 76 % des ressources locales des établissements calédoniens, soit une part qui reste stable sur un an.

Afin de financer leur déficit emplois-ressources, les banques ont recours principalement à des emprunts interbancaires auprès des maisons-mères, au refinancement auprès de l'IEOM (cf. infra) et



<sup>4</sup> Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission (HZE). L'encours des placements d'assurance-vie représente 86 % des placements HZE.

à la collecte de dépôts hors zone. La gestion de ce déficit est plus délicate pour les établissements de la place qui n'appartiennent pas à un réseau bancaire national. Ainsi, certaines banques peuvent avoir recours en complément à des ressources de marché, notamment des émissions de titres de créances négociables<sup>5</sup>. Ces derniers s'élevaient à 36 milliards XPF à fin juin 2021, en baisse de 19 milliards XPF par rapport à juin 2020 (à 55 milliards XPF).

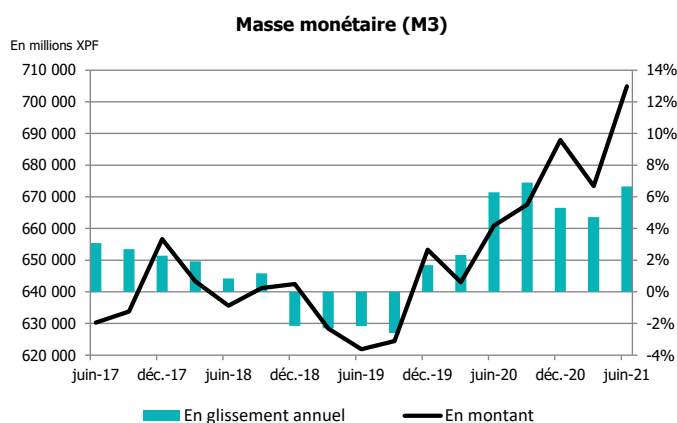
La **position extérieure nette**<sup>6</sup> s'établit à -149 milliards XPF au 30 juin 2021, soit en légère hausse par rapport à la même période l'année précédente (-147 mds XPF en juin 2020). Ce solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se creuse en rythme annuel (+1,8 %), du fait de la baisse des engagements hors zone d'émission (-27 mds XPF), plus faible que celle des avoirs des établissements de crédits hors zone d'émission (-29 mds XPF).

## Une politique monétaire volontariste de soutien à l'économie

En réponse à la crise sanitaire et dans le cadre de la modernisation de sa politique monétaire, l'IEOM a mis en place des mesures fortes d'accompagnement du système bancaire. Depuis le début de l'année 2020, plusieurs lignes de crédit<sup>7</sup> sont venues soutenir la liquidité bancaire pour un montant total de refinancement de 150 milliards XPF en août 2021 pour la zone monétaire Pacifique (dont 70 % en Nouvelle-Calédonie). Ces nouveaux instruments marquent un changement de dimension par rapport à la politique traditionnelle menée jusqu'alors, centrée sur le réescompte<sup>8</sup> pour une quinzaine de milliards XPF. Ces lignes basées sur des durées plus longues (de 6 à 36 mois) et des taux plus bas (de +0,20% à -0,30% avec un mécanisme incitatif) visent à créer les conditions favorables au bon fonctionnement du système bancaire et par conséquent au financement global de l'économie.

## La croissance de la masse monétaire reste dynamique grâce aux mesures de soutien

Sous l'effet des mesures de soutien et notamment du renforcement de la politique monétaire, la **masse monétaire (M3)** progresse sensiblement depuis le début de l'année 2020 : + 6,7 % au 30 juin 2021 en rythme annuel après déjà +6,3 % un an auparavant. Cette dynamique s'explique par la vigueur de la croissance des dépôts à vue (+11,9 %, après +14,4 % à fin juin 2020) qui représentent plus de la moitié de la masse monétaire.



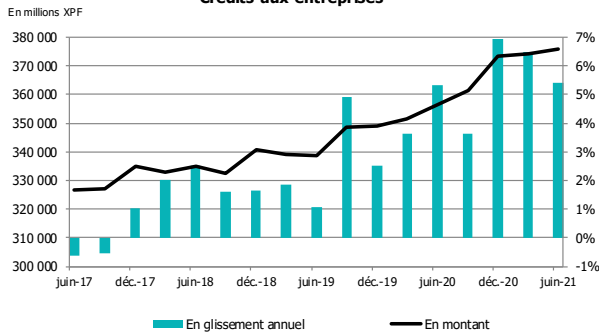
<sup>5</sup> Formules de placements à échéance fixe, d'une durée comprise entre 1 jour et 7 ans. Le montant unitaire minimum d'un placement étant relativement élevé, les TCN sont rarement souscrits par des particuliers, mais plutôt par les grands investisseurs et les organismes de placement collectif (OPCVM). Entrent dans la catégorie des TCN : - Les Certificats de Dépôts - Les Bons à Moyen Terme Négociables - Les Billets de Trésorerie - Les Bons des Institutions Financières Spécialisées.

<sup>6</sup> Le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission.

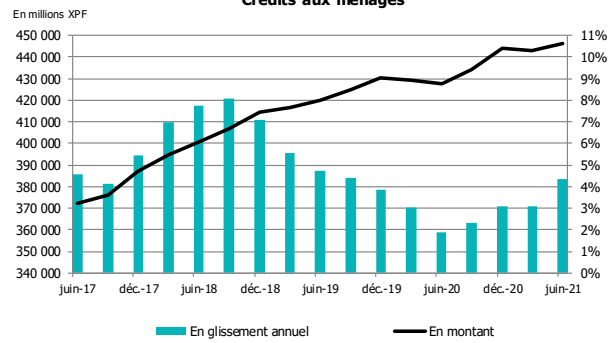
<sup>7</sup> Ces refinancements de banque centrale représentent désormais autour de 9 % du total du bilan des banques FBF (à décembre 2020). Ce sont des ressources plus longues, qui apportent par conséquent une certaine stabilité dans leur refinancement.

<sup>8</sup> Dispositif qui permet à un établissement de crédit d'obtenir des liquidités auprès de l'IEOM pour une durée supérieure à la journée en contrepartie d'une cession temporaire de créances admissibles au réescompte

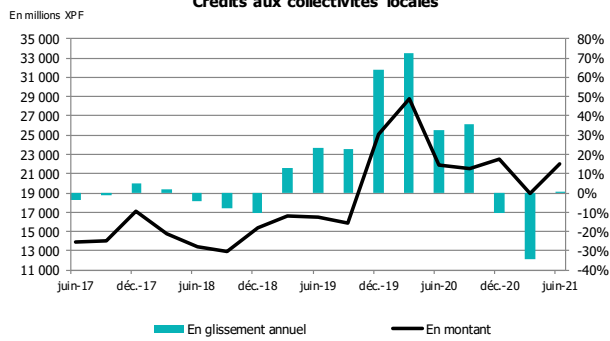
## Crédits aux entreprises



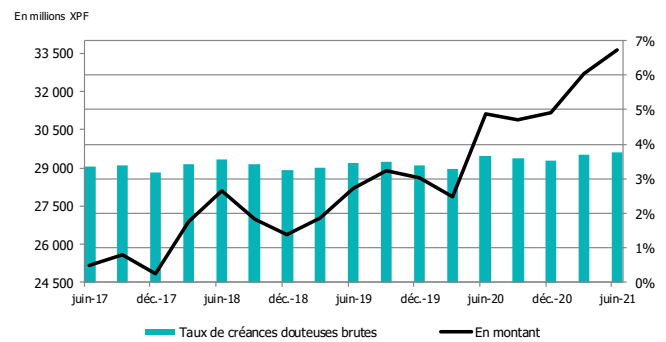
## Crédits aux ménages



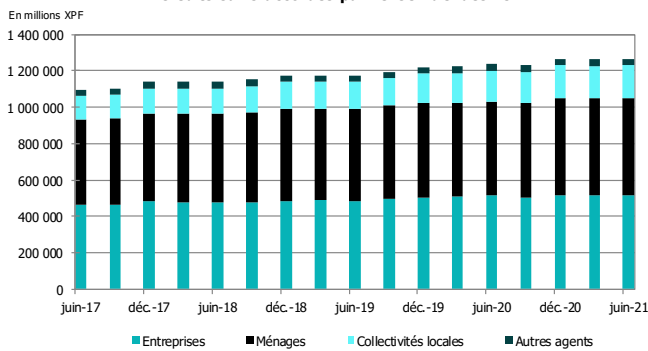
## Crédits aux collectivités locales



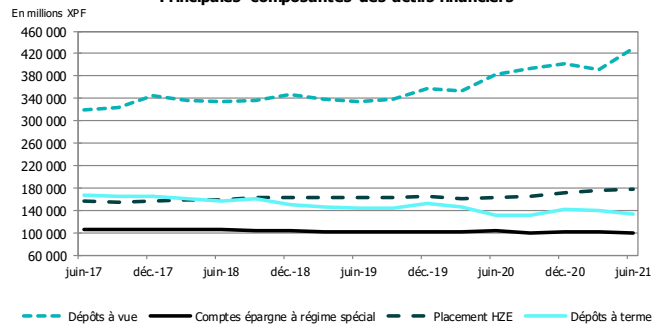
## Créances douteuses brutes (ECZE)



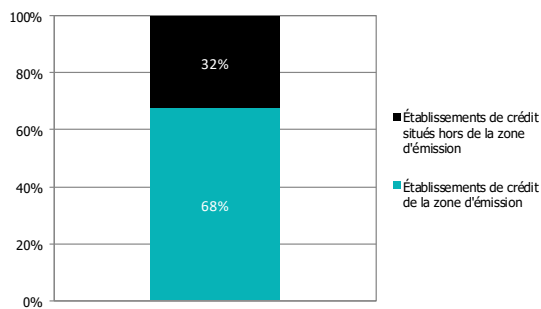
## Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



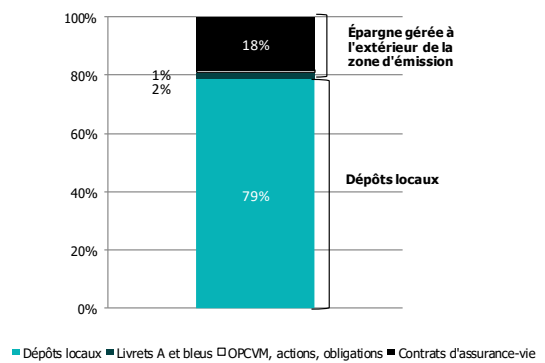
## Principales composantes des actifs financiers



## Répartition des concours bancaires sains



## Répartition des dépôts



## Tableaux statistiques

### Le système bancaire local

#### Composantes de la masse monétaire

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Variations	
										1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	19 293	20 790	21 712	22 408	24 201	24 677	25 411	24 314	26 236	3,2%	8,4%
<i>Billets</i>	17 172	18 571	19 472	20 137	21 882	22 341	23 032	21 949	23 857	3,6%	9,0%
<i>Pièces</i>	2 120	2 219	2 240	2 272	2 319	2 336	2 379	2 365	2 379	0,0%	2,6%
Dépôts à vue	296 536	319 042	334 023	335 255	383 381	394 486	402 997	392 130	428 929	6,4%	11,9%
<b>TOTAL M1</b>	<b>315 829</b>	<b>339 832</b>	<b>355 735</b>	<b>357 664</b>	<b>407 583</b>	<b>419 163</b>	<b>428 407</b>	<b>416 444</b>	<b>455 165</b>	<b>6,2%</b>	<b>11,7%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>118 678</b>	<b>121 602</b>	<b>121 674</b>	<b>119 267</b>	<b>120 827</b>	<b>116 806</b>	<b>117 075</b>	<b>116 580</b>	<b>114 962</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-4,9%</b>
Comptes sur livrets	118 193	121 146	121 221	118 803	120 292	116 256	116 511	116 001	114 367	-1,8%	-4,9%
Comptes épargne logement	485	456	453	464	535	549	564	579	595	5,6%	11,2%
<b>TOTAL M2</b>	<b>434 508</b>	<b>461 434</b>	<b>477 409</b>	<b>476 931</b>	<b>528 409</b>	<b>535 969</b>	<b>545 482</b>	<b>533 025</b>	<b>570 127</b>	<b>4,5%</b>	<b>7,9%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>176 960</b>	<b>168 865</b>	<b>158 221</b>	<b>144 951</b>	<b>132 511</b>	<b>131 575</b>	<b>142 432</b>	<b>140 320</b>	<b>134 750</b>	<b>-5,4%</b>	<b>1,7%</b>
Dépôts à terme	176 960	168 865	158 221	144 951	132 511	131 575	142 432	140 320	134 750	-5,4%	1,7%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL M3</b>	<b>611 467</b>	<b>630 299</b>	<b>635 630</b>	<b>621 882</b>	<b>660 920</b>	<b>667 544</b>	<b>687 914</b>	<b>673 344</b>	<b>704 877</b>	<b>2,5%</b>	<b>6,7%</b>
<b>P1</b>	<b>4 525</b>	<b>4 891</b>	<b>4 816</b>	<b>4 639</b>	<b>4 537</b>	<b>4 421</b>	<b>4 487</b>	<b>4 457</b>	<b>4 472</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-1,4%</b>
Plans d'épargne logement	298	4 581	4 499	4 356	4 231	4 133	4 210	4 190	4 181	-0,7%	-1,2%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	616 290	311	317	282	306	287	277	267	291	5,0%	-4,8%
<b>M3+P1</b>	<b>0</b>	<b>635 191</b>	<b>640 446</b>	<b>626 521</b>	<b>665 457</b>	<b>671 965</b>	<b>692 401</b>	<b>677 801</b>	<b>709 350</b>	<b>2,4%</b>	<b>6,6%</b>

#### Contreparties de la masse monétaire

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Variations	
										1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>173 987</b>	<b>170 108</b>	<b>142 816</b>	<b>142 048</b>	<b>152 119</b>	<b>120 210</b>	<b>120 473</b>	<b>103 087</b>	<b>112 738</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-25,9%</b>
Institut d'émission	81 160	66 989	52 377	53 829	60 902	57 924	58 361	40 231	50 761	-13,0%	-16,7%
Établissements de crédit	92 826	103 119	90 440	88 219	91 217	62 286	62 112	62 857	61 977	-0,2%	-32,1%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>23 715</b>	<b>24 689</b>	<b>24 771</b>	<b>24 773</b>	<b>25 682</b>	<b>26 419</b>	<b>25 543</b>	<b>25 237</b>	<b>25 007</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-2,6%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>413 766</b>	<b>435 502</b>	<b>468 043</b>	<b>455 061</b>	<b>483 119</b>	<b>520 915</b>	<b>541 898</b>	<b>545 020</b>	<b>567 132</b>	<b>4,7%</b>	<b>17,4%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	738 504	750 982	789 967	814 807	851 712	862 917	883 938	881 441	890 966	0,8%	4,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	324 738	315 480	321 925	359 746	368 593	342 002	342 039	336 421	323 834	-5,3%	-12,1%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	76 410	80 037	78 962	72 666	78 403	76 977	76 225	76 205	80 020	5,0%	2,1%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	14 197	15 199	15 672	15 911	16 534	17 196	17 349	17 946	18 754	8,1%	13,4%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	196 199	209 378	211 799	260 950	238 118	216 660	211 820	209 198	211 511	-0,1%	-11,2%
<i>Épargne contractuelle</i>	4 823	4 891	4 816	4 639	4 537	4 421	4 487	4 457	4 472	-0,3%	-1,4%
<i>Divers</i>	33 110	5 975	10 676	5 580	31 001	26 748	32 159	28 616	9 076	-71,8%	-70,7%
<b>Total M3</b>	<b>611 467</b>	<b>630 299</b>	<b>635 630</b>	<b>621 882</b>	<b>660 920</b>	<b>667 544</b>	<b>687 914</b>	<b>673 344</b>	<b>704 877</b>	<b>2,5%</b>	<b>6,7%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-103 373</b>	<b>-106 259</b>	<b>-121 360</b>	<b>-172 731</b>	<b>-146 901</b>	<b>-154 374</b>	<b>-149 708</b>	<b>-146 341</b>	<b>-149 534</b>	<b>0,1%</b>	<b>-1,8%</b>

#### Équilibre emplois - ressources

En millions de XPF	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>795 588</b>	<b>828 620</b>	<b>848 085</b>	<b>942 284</b>	<b>940 299</b>	<b>964 641</b>	<b>962 416</b>	<b>999 818</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,1%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts (1)	750 982	789 967	814 807	851 712	862 917	883 938	881 441	890 966	0,8%	4,6%
Réserves obligatoires et libres	44 606	38 653	33 278	90 573	77 382	80 703	80 975	108 852	34,9%	20,2%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>795 588</b>	<b>828 620</b>	<b>848 085</b>	<b>942 284</b>	<b>940 299</b>	<b>964 641</b>	<b>962 416</b>	<b>999 818</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,1%</b>
Dépôts collectés (- encaisses) (2)	579 513	583 426	568 809	604 467	609 923	629 930	617 430	647 415	2,8%	7,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	95 236	94 633	88 577	94 938	94 173	93 573	94 151	98 774	5,6%	4,0%
Excédent des opérations diverses des EC	4 684	11 232	7 955	40 722	29 329	42 862	49 267	48 888	14,1%	n.s
Financements IEOM (dont réescompte et LR)	9 896	17 969	10 012	55 258	52 501	48 568	55 227	55 207	13,7%	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	106 259	121 360	172 731	146 901	154 374	149 708	146 341	149 534	-0,1%	1,8%
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle (=1-2)*</b>	<b>171 470</b>	<b>206 542</b>	<b>245 998</b>	<b>247 245</b>	<b>252 994</b>	<b>254 008</b>	<b>264 011</b>	<b>243 551</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-1,5%</b>

#### Ressources bancaires mobilisables (hors interbancaire)

En millions de XPF	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Total ressources</b>	<b>620 569</b>	<b>627 478</b>	<b>645 907</b>	<b>675 354</b>	<b>661 756</b>	<b>679 465</b>	<b>671 845</b>	<b>695 914</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,0%</b>
Dépôts locaux (hors non-résidents)	577 894	576 281	562 580	597 185	601 536	609 652	596 865	622 070	2,0%	4,2%
Dépôts non résidents FBF	18 659	21 688	21 061	23 392	25 598	37 380	37 158	37 380	0,0%	59,8%
Titres de créances négociables	24 016	29 509	62 267	54 777	34 623	32 432	37 822	36 463	12,4%	-33,4%

## Les placements

En millions de XPF	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>217 745</b>	<b>220 373</b>	<b>209 401</b>	<b>236 877</b>	<b>244 591</b>	<b>260 979</b>	<b>250 366</b>	<b>281 371</b>	<b>7,8%</b>	<b>18,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>150 471</b>	<b>166 716</b>	<b>166 408</b>	<b>191 295</b>	<b>201 885</b>	<b>210 762</b>	<b>200 430</b>	<b>227 239</b>	<b>7,8%</b>	<b>18,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>66 257</b>	<b>52 957</b>	<b>42 297</b>	<b>45 352</b>	<b>42 662</b>	<b>50 169</b>	<b>49 887</b>	<b>54 081</b>	<b>7,8%</b>	<b>19,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	118	173	182	217	202	221	354	208	-5,9%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	66 139	52 785	42 115	45 134	42 459	49 948	49 533	53 873	7,9%	19,4%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>65 525</i>	<i>52 635</i>	<i>41 970</i>	<i>45 097</i>	<i>42 422</i>	<i>49 922</i>	<i>49 507</i>	<i>53 847</i>	7,9%	19,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>613</i>	<i>150</i>	<i>145</i>	<i>37</i>	<i>37</i>	<i>26</i>	<i>26</i>	<i>26</i>	-2,3%	-30,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 017</b>	<b>699</b>	<b>697</b>	<b>231</b>	<b>45</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>6,0%</b>	<b>-78,2%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>980</i>	<i>690</i>	<i>687</i>	<i>223</i>	<i>37</i>	<i>39</i>	<i>40</i>	<i>41</i>	6,5%	-81,5%
<b>Ménages</b>	<b>417 447</b>	<b>422 428</b>	<b>427 007</b>	<b>441 189</b>	<b>439 477</b>	<b>445 965</b>	<b>448 711</b>	<b>453 218</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>130 383</b>	<b>134 489</b>	<b>137 514</b>	<b>150 071</b>	<b>150 824</b>	<b>153 025</b>	<b>152 875</b>	<b>156 942</b>	<b>2,6%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>150 318</b>	<b>146 688</b>	<b>144 168</b>	<b>144 607</b>	<b>139 676</b>	<b>138 405</b>	<b>136 059</b>	<b>133 615</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-7,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	116 483	117 087	114 294	116 118	112 077	112 319	111 363	110 116	-2,0%	-5,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>95 146</i>	<i>95 845</i>	<i>93 401</i>	<i>94 971</i>	<i>91 415</i>	<i>91 801</i>	<i>91 369</i>	<i>90 417</i>	-1,5%	-4,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>456</i>	<i>453</i>	<i>464</i>	<i>535</i>	<i>549</i>	<i>564</i>	<i>579</i>	<i>595</i>	5,6%	11,2%
Placements indexés sur les taux de marché	33 835	29 601	29 874	28 489	27 599	26 085	24 695	23 499	-9,9%	-17,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>33 549</i>	<i>29 402</i>	<i>29 741</i>	<i>28 375</i>	<i>27 500</i>	<i>25 986</i>	<i>24 633</i>	<i>23 437</i>	-9,8%	-17,4%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>286</i>	<i>199</i>	<i>133</i>	<i>114</i>	<i>99</i>	<i>100</i>	<i>62</i>	<i>62</i>	-37,8%	-45,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>136 746</b>	<b>141 251</b>	<b>145 325</b>	<b>146 511</b>	<b>148 976</b>	<b>154 535</b>	<b>159 778</b>	<b>162 661</b>	<b>5,3%</b>	<b>11,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 581</i>	<i>4 497</i>	<i>4 354</i>	<i>4 224</i>	<i>4 127</i>	<i>4 203</i>	<i>4 183</i>	<i>4 170</i>	-0,8%	-1,3%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	<i>3 759</i>	<i>3 499</i>	<i>2 826</i>	<i>2 368</i>	<i>2 361</i>	<i>2 497</i>	<i>2 852</i>	<i>2 931</i>	17,4%	23,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 873</i>	<i>1 461</i>	<i>1 293</i>	<i>1 135</i>	<i>1 134</i>	<i>1 172</i>	<i>1 195</i>	<i>1 196</i>	2,1%	5,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>126 222</i>	<i>131 477</i>	<i>136 569</i>	<i>138 477</i>	<i>141 066</i>	<i>146 386</i>	<i>151 281</i>	<i>154 073</i>	5,3%	11,3%
<b>Autres agents</b>	<b>117 668</b>	<b>115 089</b>	<b>111 120</b>	<b>106 976</b>	<b>109 456</b>	<b>111 719</b>	<b>111 747</b>	<b>108 794</b>	<b>-2,6%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>38 188</b>	<b>32 818</b>	<b>31 333</b>	<b>42 015</b>	<b>41 777</b>	<b>39 209</b>	<b>38 825</b>	<b>44 748</b>	<b>14,1%</b>	<b>6,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>77 835</b>	<b>80 670</b>	<b>78 097</b>	<b>63 580</b>	<b>66 225</b>	<b>71 108</b>	<b>71 092</b>	<b>62 153</b>	<b>-12,6%</b>	<b>-2,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4 998	4 411	4 789	4 489	4 524	4 532	4 861	4 636	2,3%	3,3%
Placements indexés sur les taux de marché	72 836	76 258	73 308	59 091	61 701	66 576	66 231	57 518	-13,6%	-2,7%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>69 790</i>	<i>76 184</i>	<i>73 240</i>	<i>59 039</i>	<i>61 653</i>	<i>66 524</i>	<i>66 180</i>	<i>57 466</i>	-13,6%	-2,7%
<i>dont obligations</i>	<i>2 965</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 645</b>	<b>1 602</b>	<b>1 690</b>	<b>1 380</b>	<b>1 454</b>	<b>1 401</b>	<b>1 830</b>	<b>1 893</b>	<b>35,1%</b>	<b>37,1%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>752 860</b>	<b>757 890</b>	<b>747 528</b>	<b>785 042</b>	<b>793 524</b>	<b>818 664</b>	<b>810 825</b>	<b>843 383</b>	<b>3,0%</b>	<b>7,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>319 042</b>	<b>334 023</b>	<b>335 255</b>	<b>383 381</b>	<b>394 486</b>	<b>402 997</b>	<b>392 130</b>	<b>428 929</b>	<b>6,4%</b>	<b>11,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>294 409</b>	<b>280 315</b>	<b>264 562</b>	<b>253 539</b>	<b>248 563</b>	<b>259 682</b>	<b>257 038</b>	<b>249 850</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-1,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	121 599	121 671	119 264	120 825	116 803	117 073	116 578	114 960	-1,8%	-4,9%
Placements indexés sur les taux de marché	172 810	158 644	145 298	132 714	131 760	142 610	140 460	134 890	-5,4%	1,6%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>139 408</b>	<b>143 552</b>	<b>147 711</b>	<b>148 123</b>	<b>150 475</b>	<b>155 984</b>	<b>161 657</b>	<b>164 604</b>	<b>5,5%</b>	<b>11,1%</b>

	En millions de XPF								Variations	
	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>596 553</b>	<b>597 969</b>	<b>583 640</b>	<b>620 577</b>	<b>627 134</b>	<b>647 032</b>	<b>634 023</b>	<b>663 969</b>	<b>2,6%</b>	<b>7,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>319 042</b>	<b>334 023</b>	<b>335 255</b>	<b>383 381</b>	<b>394 486</b>	<b>402 997</b>	<b>392 130</b>	<b>428 929</b>	<b>6,4%</b>	<b>11,9%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>105 681</b>	<b>105 724</b>	<b>103 434</b>	<b>104 685</b>	<b>101 073</b>	<b>101 604</b>	<b>101 574</b>	<b>100 290</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-4,2%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>99 826</i>	<i>99 952</i>	<i>97 835</i>	<i>99 112</i>	<i>95 604</i>	<i>96 054</i>	<i>96 038</i>	<i>94 727</i>	-1,4%	-4,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>456</i>	<i>453</i>	<i>464</i>	<i>535</i>	<i>549</i>	<i>564</i>	<i>579</i>	<i>595</i>	5,6%	11,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 581</i>	<i>4 499</i>	<i>4 356</i>	<i>4 231</i>	<i>4 133</i>	<i>4 210</i>	<i>4 190</i>	<i>4 181</i>	-0,7%	-1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>311</i>	<i>317</i>	<i>282</i>	<i>306</i>	<i>287</i>	<i>277</i>	<i>267</i>	<i>291</i>	5,0%	-4,8%
<b>Placements indexés sur les taux de marché</b>	<b>171 830</b>	<b>158 221</b>	<b>144 951</b>	<b>132 511</b>	<b>131 575</b>	<b>142 432</b>	<b>140 320</b>	<b>134 750</b>	<b>-5,4%</b>	<b>1,7%</b>
<i>Dépôts à terme</i>	<i>168 865</i>	<i>158 221</i>	<i>144 951</i>	<i>132 511</i>	<i>131 575</i>	<i>142 432</i>	<i>140 320</i>	<i>134 750</i>	-5,4%	1,7%
<i>Bons de caisse</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	n.s.	n.s.
<i>Obligations</i>	<i>2 965</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	n.s.	n.s.
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>156 306</b>	<b>159 921</b>	<b>163 887</b>	<b>164 465</b>	<b>166 390</b>	<b>171 631</b>	<b>176 802</b>	<b>179 414</b>	<b>4,5%</b>	<b>9,1%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>20 810</i>	<i>20 763</i>	<i>20 469</i>	<i>20 677</i>	<i>20 151</i>	<i>19 956</i>	<i>19 461</i>	<i>19 142</i>	-4,1%	-7,4%
<i>dont actions</i>	<i>2 895</i>	<i>2 899</i>	<i>2 657</i>	<i>2 250</i>	<i>2 239</i>	<i>2 440</i>	<i>2 775</i>	<i>2 835</i>	16,2%	26,0%
<i>dont obligations</i>	<i>1 416</i>	<i>980</i>	<i>782</i>	<i>491</i>	<i>545</i>	<i>568</i>	<i>583</i>	<i>601</i>	5,8%	22,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>979</i>	<i>423</i>	<i>347</i>	<i>203</i>	<i>184</i>	<i>178</i>	<i>140</i>	<i>140</i>	-21,5%	-31,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>3 983</i>	<i>3 380</i>	<i>3 064</i>	<i>2 368</i>	<i>2 204</i>	<i>2 103</i>	<i>2 561</i>	<i>2 623</i>	24,7%	10,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>126 222</i>	<i>131 477</i>	<i>136 569</i>	<i>138 477</i>	<i>141 066</i>	<i>146 386</i>	<i>151 281</i>	<i>154 073</i>	5,3%	11,3%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>752 860</b>	<b>757 890</b>	<b>747 528</b>	<b>785 042</b>	<b>793 524</b>	<b>818 664</b>	<b>810 825</b>	<b>843 383</b>	<b>3,0%</b>	<b>7,4%</b>
<i>dont dépôts de non résidents</i>	<i>18 659</i>	<i>21 688</i>	<i>21 061</i>	<i>23 392</i>	<i>25 598</i>	<i>37 380</i>	<i>37 158</i>	<i>41 899</i>	12,1%	79,1%

## Les concours des établissements locaux

En millions de XPF	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	78 142	78 865	83 777	91 233	93 682	101 460	100 567	102 350	0,9%	12,2%
<i>Créances commerciales</i>	2 841	2 746	2 244	1 394	1 415	1 228	1 405	1 333	8,5%	-4,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	52 145	52 970	58 538	69 045	72 610	80 345	78 662	79 811	-0,7%	15,6%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 502	1 768	1 858	2 230	2 553	2 647	2 553	2 744	3,7%	23,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	23 155	23 148	22 996	20 795	19 656	19 887	20 499	21 206	6,6%	2,0%
Crédits d'investissement	181 416	183 841	182 221	191 718	193 840	197 815	197 135	196 987	-0,4%	2,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	172 671	175 310	173 178	182 758	184 539	188 722	188 470	188 296	-0,2%	3,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	4 879	4 693	4 855	4 752	4 757	4 782	4 745	4 706	-1,6%	-1,0%
<i>Crédit-bail</i>	8 746	8 531	9 042	8 960	9 301	9 093	8 665	8 691	-4,4%	-3,0%
Crédits à l'habitat	56 865	62 088	62 727	63 251	63 336	63 551	64 531	65 279	2,7%	3,2%
Autres crédits	10 383	10 204	9 859	10 409	10 404	10 462	12 042	11 269	7,7%	8,3%
<b>Encours sain</b>	<b>326 806</b>	<b>334 998</b>	<b>338 584</b>	<b>356 611</b>	<b>361 263</b>	<b>373 288</b>	<b>374 274</b>	<b>375 885</b>	<b>0,7%</b>	<b>5,4%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	61 254	63 664	62 757	60 999	63 476	65 386	62 358	63 106	-3,5%	3,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46 436	48 961	48 814	48 520	50 743	52 666	50 061	50 627	-3,9%	4,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 515	4 372	4 001	3 230	3 216	3 355	3 270	3 517	4,8%	8,9%
<i>Crédit-bail</i>	10 303	10 330	9 941	9 250	9 516	9 365	9 027	8 962	-4,3%	-3,1%
Crédits à l'habitat	306 736	333 777	353 656	363 656	367 815	375 128	377 312	380 236	1,4%	4,6%
Autres crédits	4 142	3 565	3 504	3 184	3 201	3 337	3 186	3 044	-8,8%	-4,4%
<b>Encours sain</b>	<b>372 132</b>	<b>401 006</b>	<b>419 917</b>	<b>427 840</b>	<b>434 492</b>	<b>443 852</b>	<b>442 855</b>	<b>446 386</b>	<b>0,6%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1 057	1 630	3 269	9 375	9 099	8 298	5 081	8 689	4,7%	-7,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	765	868	1 561	8 065	7 818	7 075	3 600	7 487	5,8%	-7,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	292	762	1 707	1 309	1 281	1 223	1 481	1 202	-1,7%	-8,2%
Crédits d'investissement	12 905	11 765	13 258	12 396	12 401	14 236	13 843	13 338	-6,3%	7,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	12 193	11 216	12 797	12 011	12 011	13 857	13 474	13 013	-6,1%	8,3%
Autres crédits	0	0	0	100	50	0	0	0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>13 962</b>	<b>13 395</b>	<b>16 526</b>	<b>21 871</b>	<b>21 550</b>	<b>22 534</b>	<b>18 924</b>	<b>22 027</b>	<b>-2,3%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>12 921</b>	<b>12 465</b>	<b>11 578</b>	<b>14 270</b>	<b>14 738</b>	<b>13 100</b>	<b>12 689</b>	<b>13 051</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-8,5%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>725 821</b>	<b>761 864</b>	<b>786 605</b>	<b>820 592</b>	<b>832 042</b>	<b>852 773</b>	<b>848 742</b>	<b>857 348</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,5%</b>
Créances douteuses brutes	25 162	28 103	28 202	31 124	30 875	31 164	32 699	33 618	7,9%	8,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 963	12 431	12 292	14 590	13 679	13 816	14 753	14 864	7,6%	1,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	4 999	8 345	7 649	9 856	9 074	9 220	9 642	9 766	5,9%	-0,9%
(dt) <i>Ménages</i>	4 571	3 848	4 435	4 425	4 439	4 460	4 976	4 969	11,4%	12,3%
<i>Provisions</i>	15 199	15 672	15 911	16 534	17 196	17 349	17 946	18 754	8,1%	13,4%
<b>Encours brut total</b>	<b>750 982</b>	<b>789 967</b>	<b>814 807</b>	<b>851 716</b>	<b>862 917</b>	<b>883 938</b>	<b>881 441</b>	<b>890 966</b>	<b>0,8%</b>	<b>4,6%</b>
Taux de créances douteuses	3,35%	3,56%	3,46%	3,65%	3,58%	3,53%	3,71%	3,77%	0,25 pts	0,12 pts
Taux de provisionnement	60,4%	55,8%	56,4%	53,1%	55,7%	55,7%	54,9%	55,8%	0,1 pts	2,7 pt

## Ensemble des établissements de crédit

En millions de XPF	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	79 470	78 935	84 149	91 441	93 875	101 664	100 760	102 557	0,9%	12,2%
<i>Créances commerciales</i>	2 862	2 746	2 244	1 394	1 415	1 228	1 405	1 333	8,5%	-4,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	52 145	52 970	58 854	69 196	72 747	80 492	78 799	79 961	-0,7%	15,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 502	1 768	1 858	2 230	2 553	2 647	2 553	2 744	3,7%	23,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	24 463	23 219	23 051	20 851	19 712	19 943	20 556	21 263	6,6%	2,0%
Crédits d'investissement	229 932	231 514	232 644	249 305	236 342	240 420	240 808	239 308	-0,5%	-4,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	220 873	222 611	223 298	239 960	226 976	230 924	231 693	229 989	-0,4%	-4,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 879	4 693	4 855	4 752	4 757	4 782	4 745	4 706	-1,6%	-1,0%
<i>Crédit-bail</i>	9 058	8 903	9 346	9 345	9 365	9 495	9 115	9 320	-1,9%	-0,3%
Crédits à l'habitat	147 308	155 525	160 350	162 870	160 884	162 330	163 919	163 167	0,5%	0,2%
Autres crédits	10 570	10 365	9 992	10 573	10 569	10 462	12 042	11 269	7,7%	6,6%
<b>Encours sain</b>	<b>467 280</b>	<b>476 340</b>	<b>487 135</b>	<b>514 189</b>	<b>501 669</b>	<b>514 875</b>	<b>517 530</b>	<b>516 301</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	72 588	75 095	74 956	73 530	76 110	77 796	74 358	74 899	-3,7%	1,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	57 771	60 392	61 013	61 051	63 377	65 076	62 061	62 420	-4,1%	2,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 515	4 372	4 001	3 230	3 216	3 355	3 270	3 517	4,8%	8,9%
<i>Crédit-bail</i>	10 303	10 330	9 941	9 250	9 516	9 365	9 027	8 962	-4,3%	-3,1%
Crédits à l'habitat	389 895	410 431	426 493	438 411	443 105	450 809	451 646	453 497	0,6%	3,4%
Autres crédits	4 201	3 619	3 549	3 223	3 238	3 382	3 229	3 085	-8,8%	-4,3%
<b>Encours sain</b>	<b>466 685</b>	<b>489 146</b>	<b>504 998</b>	<b>515 164</b>	<b>522 453</b>	<b>531 988</b>	<b>529 233</b>	<b>531 481</b>	<b>-0,1%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1 057	1 630	3 269	9 375	9 099	8 298	5 081	8 689	4,7%	-7,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	765	868	1 561	8 065	7 818	7 075	3 600	7 487	5,8%	-7,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	292	762	1 707	1 309	1 281	1 223	1 481	1 202	-1,7%	-8,2%
Crédits d'investissement	124 538	134 496	142 223	159 834	160 142	176 105	176 606	175 980	-0,1%	10,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	123 826	133 947	141 762	159 449	159 752	175 726	176 236	175 654	0,0%	10,2%
<i>Crédit-bail</i>	713	549	461	385	390	379	369	325	-14,3%	-15,5%
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Autres crédits	120	111	101	192	140	0	0	0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>125 715</b>	<b>136 237</b>	<b>145 593</b>	<b>169 401</b>	<b>169 381</b>	<b>184 403</b>	<b>181 686</b>	<b>184 668</b>	<b>0,1%</b>	<b>9,0%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>36 793</b>	<b>36 411</b>	<b>34 640</b>	<b>36 338</b>	<b>37 060</b>	<b>35 058</b>	<b>34 842</b>	<b>34 502</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-5,1%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 096 473</b>	<b>1 138 134</b>	<b>1 172 366</b>	<b>1 235 092</b>	<b>1 230 563</b>	<b>1 266 324</b>	<b>1 263 291</b>	<b>1 266 952</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,6%</b>
<i>dont ECHZE</i>	370 652	376 270	385 761	414 500	398 521	413 551	414 549	409 604	-1,0%	-1,2%
Créances douteuses brutes	33 246	42 011	42 413	45 417	59 566	59 925	61 660	63 046	5,2%	38,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	14 692	22 029	20 578	22 914	36 263	36 497	37 648	37 785	3,5%	64,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	8 580	16 488	14 502	17 187	30 649	30 805	31 219	31 212	1,3%	81,6%
<i>(dt) Ménages</i>	5 718	5 303	5 868	5 407	5 449	5 556	6 295	6 445	16,0%	19,2%
Provisions	18 554	19 982	21 835	22 503	23 302	23 428	24 011	25 262	7,8%	12,3%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 129 719</b>	<b>1 180 145</b>	<b>1 214 779</b>	<b>1 280 509</b>	<b>1 290 128</b>	<b>1 326 249</b>	<b>1 324 950</b>	<b>1 329 998</b>	<b>0,3%</b>	<b>3,9%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,94%	3,56%	3,49%	3,55%	4,62%	4,52%	4,65%	4,74%	0,2 pts	1,2 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	55,8%	47,6%	51,5%	49,5%	39,1%	39,1%	38,9%	40,1%	1,0 pts	-9,5 pts

### METHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale. L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.
- Le concept de position extérieure nette retenu dans les statistiques de l'IEOM représente la différence entre les avoirs et les engagements hors de la place bancaire des établissements de crédit locaux, soit essentiellement le solde (Actif-Passif) des opérations de trésorerie et interbancaires des EC d'une géographie en dehors de cette géographie (« hors du territoire ou département outre-mer » pour les contreparties résidentes, et toutes zones pour les contreparties non résidentes).